

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 74 – Semaines du 20 mai au 14 juin 2024

Sommaire

Focus | Stratégique, le **secteur portuaire** est en pleine **recomposition** et lorgne sur les perspectives de **l'hydrogène vert**

Amazonie & Biomes

- En 2023, le **Cerrado a concentré 60,7% de la déforestation totale**
- La **plateforme *Facility de Investimentos Sustentáveis*** vise à investir 4 Mds BRL en Amazonie légale

Energie

- L'**Etat du Piauí** se lance dans la course à **l'hydrogène vert**
- L'**Etat de São Paulo** crée un fonds de garantie de 8 M EUR pour des projets d'**efficacité énergétique**

Environnement & Climat

- Lors de la **journée mondiale de l'Environnement**, le gouvernement annonce une **série de mesures**
- Les **inondations dans le Rio Grande do Sul** font état de conséquences humaines et économiques majeures
- Un groupe de travail animé par le MDIC élabore un **plan de décarbonation de l'industrie**

Infrastructures & Transports

- Selon la BNDES, le **déficit d'investissement annuel** dans les infrastructures est de **249 Mds BRL**
- L'Etat de São Paulo annonce le lancement du **programme *São Paulo nos Trilhos***

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Stratégique, le secteur portuaire est en pleine recomposition et lorgne sur les perspectives de l'hydrogène vert

Le trafic portuaire brésilien est en croissance, porté par le dynamisme de l'arc Sud.

Au Brésil, l'administration et la gestion des ports est structurée autour des ports organisés et terminaux autorisés. Le port organisé est une propriété publique dont le trafic et les opérations sont placés sous la juridiction de l'autorité portuaire (publique ou privée). Sur les **35 ports organisés** du Brésil, **seul celui de Vittoria (Etat d'Espírito Santo) est intégralement concédé** à une autorité privée. **Le terminal autorisé est une installation portuaire privée** se trouvant au sein ou en dehors d'un port organisé. En 2019, on comptait **380 terminaux autorisés à travers le Brésil, dont 170 situés dans des ports organisés.**

En 2023, 1,303 Md de tonnes de marchandises a transité par les ports brésiliens (en hausse de 6,9% par rapport à 2022). Le minerai de fer représentait 30% du trafic, le pétrole brut 17%, le soja 10%, les conteneurs 10%, le maïs 5% et les engrais 3%. **Au regard des volumes d'échanges (imports et exports) par blocs continentaux, la Chine représente 46% des échanges,** devant l'Amérique du Nord (9%), l'Union européenne (8,7%) et l'Asie du Sud-Est (8,6%). Au niveau régional, l'Amérique du Sud (sans le Mercosul) représente 3% des échanges, et le Mercosul 2%.

Au Brésil, le trafic est largement dominé par la navigation au long cours (i.e. entre différents pays), qui représente 75% du trafic, **devant le cabotage** (i.e. le long des côtes) -16%- **et la navigation intérieure** (i.e. sur les fleuves, canaux, etc.) -9%-. **L'activité portuaire est segmentée en deux zones géographiques : (i) l'arc Sud, qui concentre les deux tiers de l'activité portuaire (64,3%) et dans lequel se situe notamment le port de Santos** (Etat de São Paulo). Deuxième port d'Amérique latine, il a vu transiter 136 M de tonnes en 2023. Le dynamisme de l'arc Sud est poussé par le poids économique des Etats qui le composent (52,3% du PIB national pour la région Sud-Est et 17,3% pour la région Sud); **et (ii) l'arc Nord, qui a dépassé pour la première fois l'arc Sud en 2023 en termes de volumes de soja et de maïs échangés.** L'arc Nord est caractérisé par une part importante de transport fluvial, et est par conséquent plus vulnérable aux sécheresses : par exemple, 85% du trafic de marchandises entrant et sortant de Manaus (Etat d'Amazonas) passe par les rivières.

Les autorités souhaitent encourager les investissements privés, par le développement des PPP et 35 mises en concessions d'ici 2026.

Représentant **95% des exportations brésiliennes** (2019), les ports sont hautement stratégiques pour le Brésil et appelés à mobiliser d'importants investissements. **Dans le cadre du Nouveau Programme d'Accélération de la Croissance (Novo PAC), les autorités prévoient de mobiliser 54 Mds BRL (10 Mds EUR) d'investissements** dont 47,4 Mds BRL (8,82 Mds EUR) d'ici à 2026. Ils concerneraient notamment des **travaux de maintenance et d'expansion de la capacité portuaire,** ainsi que des **aménagement de zones portuaires** (e.g. projet de tunnel reliant Santos à Guarujá). Les fonds

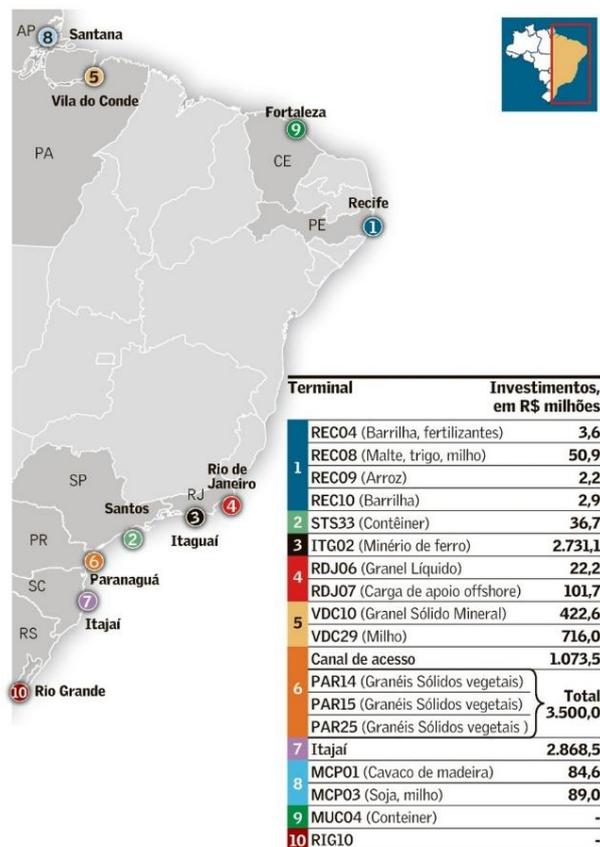
publics s'élevaient à 10,2 Mds BRL (1,9 Md EUR) et le financement privé à 44,6 Mds BRL (8,3 Mds EUR).

Les autorités poursuivent également la mise en concession des infrastructures portuaires. Fin 2023, ont ainsi été annoncés la **mise en concession de 5 terminaux et des investissements de 966 M BRL** (179 M EUR) dans les principaux ports brésiliens. **En 2024**, l'Agence Nationale des Transports par Voie Navigable (ANTAQ) prévoit d'organiser **19 ventes aux enchères de terminaux pour un montant prévisionnel de 11,7 Mds BRL** (2,2 Mds EUR). **D'ici 2026 (i.e. entre 2024 et 2026)**, le ministère des Ports et des Aéroports prévoit d'atteindre un total de **35 ventes aux enchères et 14,5 Mds BRL** (2,7 Mds EUR) d'investissements prévisionnels. Ecartant les privatisations, **le gouvernement fédéral devrait encourager les PPP** sur des opérations spécifiques. Par exemple, **le port de Santos devrait bénéficier dans les 10 prochaines années d'investissements de l'ordre de 13,4 Mds BRL** (2,5 Mds EUR), pour diverses opérations: adaptation et dragage des postes d'amarrage, rénovation de quais, construction du tunnel Santos-Guarujá, etc.

Les ports représentent des enjeux stratégiques pour l'émergence de la filière hydrogène bas carbone.

Disposant d'un **mix électrique largement décarboné** (plus de 80% d'origine renouvelable en 2023) et d'un **potentiel de croissance considérable** en termes de production électrique bas carbone, **le Brésil pourrait devenir l'un des principaux producteurs -notamment dans la région du Nordeste- et exportateur d'hydrogène vert (H2V)**. Cette croissance attendue appelle au **développement d'infrastructures portuaires pour exporter** cette production. Dans cette perspective, **plusieurs zones portuaires développent des projets en ce sens, notamment: Pecém** (Etat du Ceará), **Suape** (Etat du Pernambouc), **Açu** (Etat de Rio de Janeiro) et **Luis Correia** - associé à la zone franche de Parnaíba- (Etat du Piauí).

Annexe – Enchères portuaires prévues en 2024



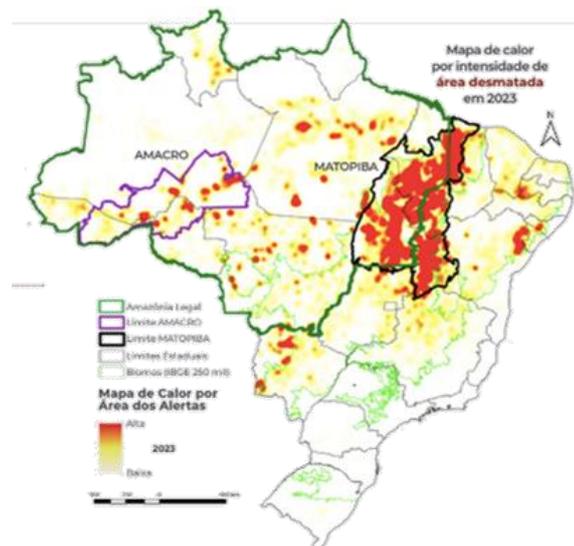
Amazonie & Biomes

En 2023, le Cerrado a concentré 60,7% de la déforestation totale

Le 25 mai, le réseau collaboratif MapBiomias a publié son 5^{ème} « Rapport annuel sur la déforestation » (RAD) au Brésil, portant sur les 5 dernières années (i.e. 2019-2023) et compilant les données de plusieurs outils de surveillance de la déforestation¹. **Au cours de la période 2019-2023, environ 8,56 millions d'hectares (ha) de végétation native ont été déforestés** -soit l'équivalent de la superficie de l'Autriche-.

Entre janvier et décembre 2023, la déforestation a globalement représenté 1,83 M ha, en baisse de 11,6% par rapport à 2022. Couvrant l'ensemble des biomes, **ces données concernent la déforestation légale et illégale, au sens du Code forestier brésilien de 2012** (obligation de préservation de la végétation native à hauteur de 80% de la surface de toute parcelle en Amazonie, 35% dans le Cerrado et 20% dans les autres biomes). MapBiomias précise que **42% de la déforestation enregistrée en 2023 a fait l'objet d'une autorisation légale**, et estime que **93% de l'ensemble de la déforestation (légale et illégale) présente des indices d'irrégularité** (i.e. déboisement dans des aires protégées, irrégularités dans les autorisations délivrées, etc.). En termes de surfaces déboisées, **l'ensemble de la déforestation s'est réparti ainsi au sein des 6 biomes terrestres brésiliens : (i) 60,7% dans le Cerrado** (en hausse de 68% par rapport à 2022); **(ii) 24,8% en Amazonie** (-62%); **(iii) 11% dans la Caatinga** (+43%); **(iv) 2,7% dans le Pantanal** (+59%); **(v) 0,7% dans la Mata Atlântica** (-60%); **et (vi) 0,1% dans la Pampa** (-50%).

C'est la première fois, depuis le début des relevés de MapBiomias, **que le biome du Cerrado comptabilise une surface totale déboisée supérieure à celle du biome amazonien**. Ceci se reflète notamment par le type de végétation déboisée: en effet, c'est la première fois que MapBiomias constate une **prédominance de la déforestation dans les formations de savane** (54,8%), suivies des formations forestières (38,5%). Plus spécifiquement, **la zone MATOPIBA (couvrant 4 Etats: Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia) a concentré 47% de la déforestation totale au Brésil**, et 77% de la déforestation dans le biome du Cerrado. MapBiomias précise que l'augmentation des chiffres de la déforestation dans le Cerrado est liée à l'augmentation de la déforestation elle-même, mais également à **l'amélioration des systèmes de détection dans le Cerrado**, notamment par l'intégration du système de détection d'alerte SAD Cerrado développé par l'Institut de Recherche Environnementale en Amazonie (IPAM). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))



¹ Dont : (i) le programme DETER de l'Institut National de la Recherche Spatiale (INPE), qui recense les alertes quotidiennes sur les changements dans le couvert forestier ; (ii) le programme PRODES de l'INPE, qui constitue l'inventaire annuel des pertes en forêts primaires ; (iii) le SAD (Système d'Alerte de Déforestation) de l'Institut Imazon pour les biomes de la Mata Atlântica, de la Caatinga, du Pantanal, de la Pampa et du Cerrado ; (iv) le système GLAD (*Global Analysis and Discovery*) de l'Université du Maryland (opérant depuis 2016 au Brésil) ; et (v) le SIRAD X, qui surveille la déforestation dans le bassin versant du fleuve Xingu.

La plateforme *Facility de Investimentos Sustentáveis* vise à investir 4 Mds BRL en Amazonie légale

Le 17 mai, l'association Instituto Amazônia +21 a annoncé le lancement de la plateforme *Facility de Investimentos Sustentáveis*, en partenariat avec la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) et les 9 fédérations des industries des Etats de la région administrative de l'Amazonie légale (Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Tocantins). L'évènement de lancement a réuni plus de 140 participants, y compris des représentants de grandes entreprises (dont Latam, Natura, JBS, Ultra, Suzano, Cosan, Itaú, Bradesco, BTG Pactual et Volkswagen Financial Services).

En Amazonie légale, l'initiative souhaite : (i) développer une économie verte et à haute valeur ajoutée, par exemple au travers de la bioéconomie ou du tourisme durable ; **(ii) protéger la forêt et la biodiversité**, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions ; **et (iii) contribuer au développement socio-économique**, en améliorant l'accès des populations aux services essentiels (notamment l'énergie renouvelable).

Fondée sur le principe de la *blended finance* (i.e. combinaison de financements privés, publics, d'aide au développement et philanthropiques), **la plateforme vise à attirer 600 M BRL (105 M EUR) sous 3 ans, pour atteindre 4 Mds BRL (700 M EUR) sous 10 ans**. Ces ressources serviront à : **(i) orienter du capital** vers des entreprises, projets et initiatives contribuant aux objectifs de la plateforme *Facility de Investimentos Sustentáveis* ; **(ii) fournir une assistance technique** pour la structuration de projets ; **(iii) promouvoir une coopération multi-acteurs** ; **et (iv) produire des données** quantitatives et qualitatives sur l'Amazonie légale. **La CNI a versé la première contribution**, de l'ordre de 2 M BRL (350 K EUR).

A date, le portefeuille de projets de la *Facility de Investimentos Sustentáveis* inclut notamment : (i) 96 projets de bioéconomie portés par des startups et identifiés par le Service National d'Appui aux Micro et Petites Entreprises (SEBRAE) ; **(ii) le Centre de Bioéconomie et de Conservation de l'Amazonie**, projet initié en 2023, qui sera inauguré en 2025 à Porto Velho (Etat du Rondônia) et qui mettra en œuvre des activités de recherche et de production de semences et plants d'espèces natives amazoniennes ; **(iii) le projet *Habitação Social***, qui prévoit la construction durable (bois) de 8 unités de logement ; **et (iv) des études pour la conversion de *lixões*** (décharges irrégulières de déchets ménagers et industriels) en centres d'enfouissement. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Energie

L'Etat du Piauí se lance dans la course à l'hydrogène vert

L'Etat du Piauí a été **choisi par deux groupes européens pour accueillir des projets de production d'hydrogène bas carbone**, dans la région de Parnaíba. D'une part, l'entreprise espagnole **Solatio a annoncé le 4 juin la construction d'une centrale solaire d'une capacité de 4 GW** (contre 1,6 GW pour la plus grande actuellement en opération au Brésil, située dans l'Etat du Minas Gerais). Sa production sera entièrement dédiée à **l'alimentation d'une usine de production d'hydrogène**, que Solatio prévoit d'inaugurer en 2028 et qui devrait atteindre une capacité de 11,4 gigawatts (GW). D'autre part, l'entreprise croate **Green Energy Park a confirmé en 2023 la décision d'investissement concernant le projet de production d'hydrogène Green Energy Park Piauí**, qui devrait atteindre une capacité de 10,8 GW et qui

impliquera également l'entreprise Solatio. **D'une capacité totale de 22,2 GW, ces deux projets mobiliseraient des investissements de 200 Mds BRL (34 Mds EUR)** et permettraient la création de 20 000 emplois dans les 10 prochaines années.

Ainsi, l'Etat du Piauí s'inscrit dans le mouvement d'accélération des annonces d'investissements pour la production d'hydrogène vert au Brésil. Celui-ci s'accompagne de **l'élaboration, en cours, d'un cadre réglementaire fédéral**. En particulier, deux projets de loi sont actuellement en cours de discussion au Sénat, visant respectivement à **(i) déterminer la politique nationale** de l'hydrogène vert (principes, objectifs, instruments et gouvernance) **et (ii) définir des mesures incitatives** pour cette industrie. Plusieurs pays d'Amérique latine, tels que le Chili, ont déjà institué un tel cadre réglementaire. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

L'Etat de São Paulo crée un fonds de garantie de 8 M EUR pour des projets d'efficacité énergétique

Le 6 juin, l'Etat de São Paulo a annoncé la création du **Fonds de garantie pour l'efficacité énergétique (FAEE)**, doté de **8 M EUR (environ 46 M BRL) apportés par la GIZ**, agence allemande de coopération internationale. Ce fonds vise à **soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) de l'industrie dans la mise en œuvre de projets (i) de réduction de la consommation énergétique ; (ii) de transition vers des sources d'énergie décarbonées** (notamment photovoltaïques) ; **et (iii) de modernisation des systèmes de chaleur/refroidissement et autres équipements** (en vue d'une efficacité énergétique accrue). Alors que les PME connaissent des difficultés d'accès au crédit, **l'agence de développement économique Desenvolve SP s'engage à leur fournir des prêts**, en s'appuyant sur le FAEE comme garantie. Les PME industrielles ayant recours au FAEE bénéficieront également **d'un diagnostic, d'une formation et d'une certification** en matière d'efficacité énergétique. A date, **425 projets représentant des investissements prévisionnels de 420 M BRL (73 M EUR)** ont été identifiés. **L'Etat de São Paulo s'est fixé pour objectif d'économiser plus de 7 térawattheures (TWh) d'énergie d'ici à 2025**, permettant de réduire les émissions de GES de 1,1 M de tonnes de CO₂. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

Lors de la journée mondiale de l'Environnement, le gouvernement annonce une série de mesures

Le 5 juin, journée mondiale de l'Environnement, le gouvernement fédéral a formalisé le **lancement de plusieurs actions pour la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement**. Parmi les principales mesures, figurent :

- 1. La création d'un Pacte avec les gouverneurs pour la lutte contre les incendies dans les biomes du Pantanal et de l'Amazonie**, auquel l'ensemble des gouvernorats concernés a adhéré (i.e. Etats du Mato Grosso, du Mato Grosso do Sul, du Pará, de l'Amazonas, du Maranhão, du Tocantins, de l'Acre, de l'Amapá, du Roraima et du Rondônia).
- 2. La création de deux nouvelles unités de conservation, zones naturelles publiques protégées du territoire brésilien** : (i) le refuge de faune de Sauim-de-Coleira, situé dans Etat d'Amazonas et représentant 15 300 hectares ; et (ii) le monument naturel des grottes de São Desidério, situé dans l'Etat de Bahia et représentant 16 000 hectares.

3. **Le lancement du Programme national de préservation et d'exploitation durable des mangroves, *PróManguezal*.** Alors que les ressources issues des mangroves constituent un moyen de subsistance pour 500 000 foyers (principalement à travers la pêche), le programme visera à coordonner les actions fédérales de préservation, de restauration et d'exploitation durable de ces écosystèmes.
4. **Le lancement du programme « Villes vertes et résilientes » (PCVR),** en collaboration avec le ministère des Villes et le ministère de la Science, la Technologie et l'Innovation. Il vise à établir une meilleure articulation entre planification urbaine, environnementale et climatique dans les régions métropolitaines et municipalités -en particulier celles très vulnérables aux effets du changement climatique-.
5. **Le renforcement du Comité interministériel sur le changement climatique (CIM),** principal organe de gouvernance climatique du pays. Le CIM disposera désormais d'un sous-comité exécutif (pilote par le MMAMC) et d'un sous-comité dédié à l'organisation de la COP30, qui aura lieu en 2025 à Belém (en parallèle d'un comité extraordinaire dédié au sein du MMAMC). 3 autres nouveaux comités permettront d'améliorer la participation sociale et scientifique et la coordination inter-fédérative. Enfin, le CIM sera en charge d'approuver le nouveau Plan Climat, qui définira la stratégie nationale et les plans sectoriels d'adaptation et d'atténuation.
6. **L'ouverture d'un concours pour le recrutement de fonctionnaires publics dans les organes fédéraux environnementaux,** avec 460 postes annoncés pour l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables), l'ICMBio (Institut Chico Mendes pour la préservation de la biodiversité) et le Jardin botanique de Rio de Janeiro.
7. **La signature de protocoles d'accord, avec : (i) le ministère des Femmes** (pour favoriser la participation des femmes dans l'élaboration des politiques environnementales et climatiques); **(ii) l'Embrapa, institution publique de recherche agricole** (pour favoriser la RD&I, par exemple sur le contrôle des incendies et de la déforestation, la restauration des pâturages dégradés ou la bioéconomie); **et (iii) l'Ipea, institution publique de recherche sur les politiques économiques, sociales et environnementales** (pour suivre la mise en œuvre du Plan Climat). (Articles [ici](#) et [ici](#))

Les inondations dans le Rio Grande do Sul font état de conséquences humaines et économiques majeures

Le 29 mai, soit **un mois après le début des précipitations et inondations exceptionnelles qui ont touché l'Etat du Rio Grande do Sul** (région Sud du Brésil), **le bilan faisait état de 169 personnes décédées, 806 blessées, 630 000 déplacées et, au global, plus de 2,3 millions personnes directement impactées** (sur les 10,8 millions d'habitants de l'Etat). La population sans accès à l'eau potable a atteint un million (le 4 mai), tandis que le nombre de personnes sans accès à l'électricité s'est élevé à 459 000 (le 8 mai).

Ces drames humains se sont accompagnés de **dommages matériels aux conséquences économiques majeures**. Selon les estimations de la Confédération Nationale des Municipalités (CNM), **les préjudices directs représenteraient -au moins- 11 Mds BRL (1,9 Md EUR), concentrés à 88% dans 3 secteurs: (i) 4,6 Mds BRL pour le logement** (110 000 logements endommagés ou détruits); **(ii) 3,4 Mds BRL pour l'agriculture** (terrains de

culture ou d'élevage inondés et inutilisables); et (iii) 1,7 Md BRL pour les infrastructures (destruction de chaussées, ponts, systèmes de drainage, etc.). Les 12% restants concernent notamment : les bâtiments publics (431 M BRL); l'industrie (267 M BRL); les commerces locaux (131 M BRL); les transports (107 M BRL); les entreprises de services (88 M BRL); l'enseignement (84 M BRL); le nettoyage urbain (39 M BRL); la collecte des eaux usées (21 M BRL); l'assistance médicale d'urgence (15 M BRL); la distribution d'eau (14 M BRL); l'électricité (5 M BRL); la sécurité publique (2 M BRL); les carburants (1,7 M BRL); les télécommunications (1,1 M BRL); etc. Conséquence directe, le ministère de l'Economie et des Finances prévoit au 2^{ème} trimestre 2024 un ralentissement de la croissance du PIB national (qui était de 0,8% au 1^{er} trimestre).

En réponse à cette situation, le gouvernement fédéral a créé le 15 mai un Secrétariat extraordinaire pour l'Appui à la reconstruction du Rio Grande do Sul, placé auprès de la Présidence de la République, et annoncé des mesures (d'urgence et de soutien de court/moyen termes à l'Etat, aux entreprises et à la population) dont l'impact financier est estimé à plus de 62,5 Mds BRL (11 Mds EUR). (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Un groupe de travail animé par le MDIC élabore un plan de décarbonation de l'industrie

Le 17 mai, le ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC) a annoncé le lancement d'un groupe de travail visant à définir les objectifs de décarbonation du secteur industriel, notamment au regard des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pris par le Brésil dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce groupe de travail réunit notamment la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI), la Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo (FIESP), la Fédération des Industries de l'Etat du Minas Gerais (FIEMG) ainsi que des représentants de 6 sous-secteurs de l'industrie, représentant 85% des émissions de GES du secteur : ciment, pâte à papier, aluminium, acier, chimie et verre. Concrètement, le groupe de travail devrait finaliser ses travaux et présenter un plan -accompagné d'objectifs chiffrés- au premier semestre 2025. En amont, seront réalisées une consultation publique puis une présentation du plan auprès du ministère de l'Environnement et du Changement climatique (MMAMC). (Articles [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transports

Selon la BNDES, le déficit d'investissement annuel dans les infrastructures est de 249 Mds BRL

Selon les estimations de la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), sur la base des données de l'Association brésilienne des Infrastructures et des Industries de base (Abdib), les investissements (publics et privés) annuels nécessaires en faveur des infrastructures sont de l'ordre de 462 Mds BRL, soit 4,31% du PIB. Sur l'année 2023, ces investissements ont représenté 213 Mds BRL, soit 1,99% du PIB. S'ils étaient en hausse de 20% par rapport à 2022, ils ne représentent que 46% du total estimé nécessaire par la BNDES, générant un déficit annuel d'investissement de l'ordre de 249 Mds BRL. Sectoriellement, les estimations de la BNDES indiquent ceci :

1. Dans les transports (dont les mobilités urbaines), les investissements annuels nécessaires sont estimés à 242 Mds BRL (52% du total). En

2023, ils ont représenté 41 Mds BRL, soit 17% du montant annuel estimé nécessaire dans ce secteur.

2. **En matière d'énergie, les investissements nécessaires sont estimés à 90 Mds BRL (19% du total).** En 2023, ils ont représenté 94 Mds BRL, soit 4 Mds BRL de plus que le montant annuel estimé nécessaire (en lien direct, selon la BNDES, avec la maturité du cadre réglementaire du secteur).
3. **En ce qui concerne les télécommunications, les investissements annuels nécessaires sont estimés à 82 Mds BRL (18% du total).** En 2023, ils ont représenté 52 Mds BRL, soit 63% du montant annuel estimé nécessaire dans ce secteur.
4. **Dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets, les investissements annuels nécessaires sont estimés à 48 Mds BRL (10% du total).** En 2023, ils ont représenté 27 Mds BRL, soit 56% du montant annuel estimé nécessaire dans ce secteur.



En réponse à ces enjeux, et **pour assurer le financement des projets d'infrastructures dont le modèle économique n'est pas intégralement viable** (notamment en raison des investissements et risques associés), **la BNDES appelle notamment au développement de la *blended finance***, i.e. combinant des ressources publiques, privées et philanthropiques. (Article [ici](#))

L'Etat de São Paulo annonce le lancement du programme *São Paulo nos Trilhos*

Le 29 mai, le Secrétariat aux Partenariats et Investissements de l'Etat de São Paulo a annoncé la création du **programme *São Paulo nos Trilhos*** (« **São Paulo sur les rails** »), visant à accélérer le développement du **transport ferroviaire urbain et interurbain de passagers** dans l'Etat.

Ce programme inclut d'ores et déjà **13 projets de concession et de partenariat public-privé (PPP), représentant 890 kilomètres (km) de nouvelles lignes et des investissements totaux estimés à 190 Mds BRL (33 Mds EUR)**. Plus spécifiquement, le portefeuille de projets inclut :

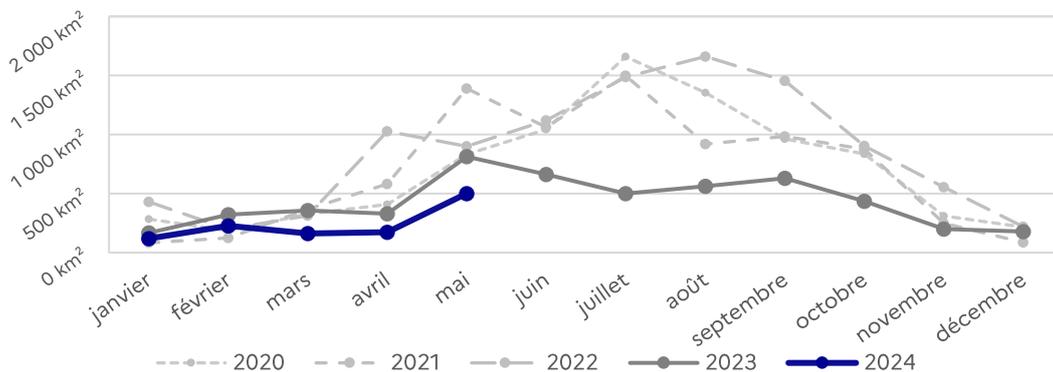
1. **9 projets déjà connus, intégrés au Programme de Partenariats et d'investissements (PPI) de l'Etat et d'un montant total de 130 Mds BRL (22 Mds EUR).** Ils concernent : (i) le train interurbain (TIC) São Paulo-Campinas ; (ii) le TIC São Paulo-Sorocaba (vente aux enchères prévue en 2025, avec un montant d'investissement estimé à 8,5 Mds BRL -1,5 Mds EUR-) ; (iii) l'extension des lignes de métro 11 (de la station Luz à São Paulo à la municipalité de Mogi das Cruzes), 12 (de la station Brás à São Paulo à la municipalité de Poá) et 13 (de la station Engenheiro Goulart au quartier Bonsucesso, dans la ville de Guarulhos) ; (iv) l'extension des lignes de trains urbains 10 (de Brás à Rio Grande da Serra) et 14 (de Guarulhos à l'ABC Paulista) ; (v) la construction des lignes de métro 19 (de Guarulhos au centre) et 20 (de Santo André à Lapa) ; (vi) le TIC São Paulo-São José dos Campos (avec un montant d'investissement estimé à 10 Mds BRL -1,7 Mds EUR-) ; (vii) le TIC São Paulo-Santos (avec un montant estimé à 15 Mds BRL -2,6 Mds EUR-) ; (viii) la construction d'un VLT à Campinas ; et (ix) la construction d'un VLT à Sorocaba. L'objectif est de réaliser 3 ventes aux enchères chaque année d'ici à 2026.
2. **3 projets de TIC encore à l'étude et dont le montant n'a pas été communiqué à date. Ces projets ont vocation à rejoindre, à terme, le portefeuille du PPI.** Ces projets de TIC devraient permettre de relier les villes de : (i) São José dos Campos à Taubaté ; (ii) Sorocaba, Campinas et Ribeirão Preto ; et (iii) Campinas à Araraquara.
3. **1 projet de nouvelle ligne de métro,** reliant la ville de São Paulo aux villes d'Osasco et Cotia. La ligne devrait transporter quotidiennement 649 000 passagers sur une distance de 29 km.

A l'occasion de l'annonce du programme *São Paulo nos Trilhos*, a été signé le contrat de concession du TIC São Paulo-Campinas entre l'Etat de São Paulo et le consortium C2 Mobilidade sobre Trilhos, composé du groupe chinois CRRC et du groupe brésilien Comporte. Prévoyant des investissements de 14,2 Mds BRL (2,6 Mds EUR) et attribué aux enchères en février 2024, ce projet inclut : (i) la ligne de métro 7-Rubis ; (ii) le train intermétropolitain TIM (ligne « classique », sur 65 km) ; et (iii) le train interurbain TIC (ligne « express », sur 100 km). (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2024

Période du 1^{er} janvier
au 31 mai

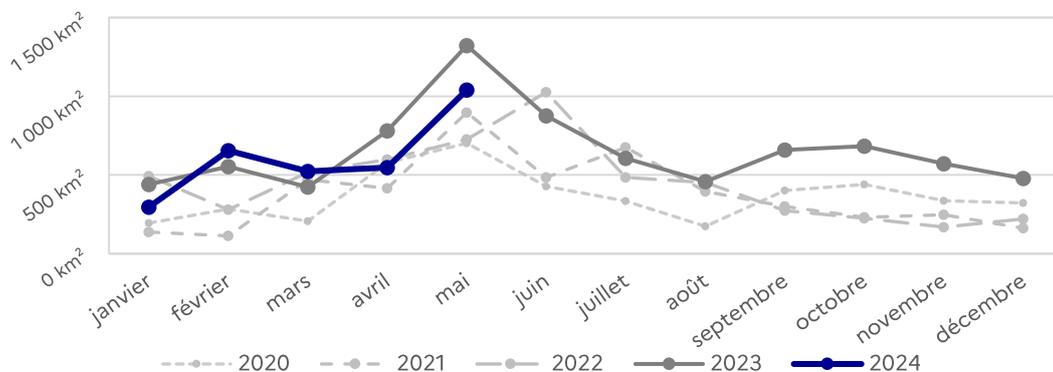
1 182 km²

-40% Par rapport à 2023

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2024

Période du 1^{er} janvier
au 31 mai

3 062 km²

-13% Par rapport à 2023

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE, Thibault CIESLAK, François-Xavier FLAMAND, Ysaure REYNAUD

Abonnez-vous : clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr